

Secrétariat général

Délégation interrégionale sud-est

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

État – Ministère de la Justice – Secrétariat Général – Service de
l’Immobilier Ministériel

Représenté par Madame la cheffe du département de l’immobilier d’Aix-en-
Provence

Délégation interrégionale d’Aix en Provence
350, avenue du Club Hippique – Immeuble « Le Praesidium » - CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

Objet du marché

**Marché de programmation pour la démolition / reconstruction
de l’UEAJ Marseille « Barre d’Ateliers » sur le site des Chutes
Lavie**

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	3
1-1. Objet du marché	3
1-2. Titulaire du marché	3
1-3. Sous-traitance	3
1-4. Contenu de la mission	4
1-5. Décomposition en tranches et en lots	4
1-6. Intervenants	4
1-7. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	4
1-8. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	5
1-9. Réalisation de prestations similaires	5
1-10. Obligation de discrétion – sécurité	5
1-11. Notifications	6
1-12. Responsabilité et assurances	7
1-13. Clauses sociales et environnementales	7
1-14. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX ..	9
4-1. Rémunération	9
4-2. Règlement des comptes	10
4-3. Variation de prix	14
ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS	16
5-1. Définition et point de départ	16
5-2. Pénalités de retard	16
5-3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.	16
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
6-1. Retenue de garantie	16
6-2. Avances	17
ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE, VÉRIFICATION ET DÉCISIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS – ACHÈVEMENT DE LA MISSION	17
7-1. Modalité de présentation, de vérification et de révisions relatives aux documents élaborés par le titulaire	17
7-2. Achèvement de la mission	19
7-3. Arrêt de l'exécution des prestations	19
7-4. Résiliation du marché	19
ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les stipulations du présent marché ont pour objet l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaire à la réalisation de la mission de programmation relative à la démolition / reconstruction de l'UEAJ Marseille « Barre d'Ateliers » sur le site des Chutes Lavie.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

7 Impasse Sylvestre, 13013 MARSEILLE

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique.

Les missions principales sont réparties de la façon suivante :

- Tranche ferme :
 - Phase 1 : études programmatiques qui permettront la consultation d'une équipe de maîtrise d'œuvre.
 - Phase 2 : accompagnement de la maîtrise d'ouvrage dans la procédure de sélection du concepteur par concours
- Tranche optionnelle 1 : accompagnement de la maîtrise d'ouvrage pendant les phases de conception

La description des bâtiments et le détail des prestations à réaliser sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « le programmiste » ou « le titulaire », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1-3. Sous-traitance

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-12. ci-après.

1-4. Contenu de la mission

La mission confiée au titulaire est constituée d'éléments de mission définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques, au sens de l'article 22 du CCAG PI.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas alloté.

Le marché comporte une tranche ferme en 2 phases et une tranche optionnelle désignées ci-après :

Désignation des tranches		
Tranche ferme	Phase 1	Rédaction du Programme
	Phase 2	Accompagnement de la maîtrise d'ouvrage dans la procédure de sélection du concepteur par concours jusqu'à la mise au point du marché de maître d'œuvre (négociation incluse)
Tranche optionnelle 1 (TO1)		Accompagnement de la maîtrise d'ouvrage pendant les phases de conception

Les conditions d'affermissement de la tranche optionnelle sont exposées dans le présent CCAP. Les prestations attendues dans chacune des phases et tranche sont décrites dans le CCTP.

1-6. Intervenants

1-6.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame la cheffe du Département de l'Immobilier d'Aix-en-Provence.

1-6.2 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

DEPARTEMENT DE L'IMMOBILIER D'AIX-EN-PROVENCE
Délégation interrégionale Sud-Est / Ministère de la Justice
350, avenue du Club Hippique – Immeuble « Le Praesidium » - CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

1-7. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article

1-8. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-9. Réalisation de prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1-10. Obligation de discrétion – sécurité

En application de l'article 5-1 du CCAG PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits,

informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire, sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation du pouvoir adjudicateur, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes les mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies sauf instruction contraire du représentant du pouvoir adjudicateur ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 5 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code Pénal.

1-11. Notifications

En complément de l'article 3.1 du CCAG PI, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du RPA.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial

du RPA.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) :

<http://www.marches-publics.gouv.fr> Elle permet l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au RPA ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites.

1-12. Responsabilité et assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

1-13. Clauses sociales et environnementales

1-13.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-13.2. Clauses environnementales

Le titulaire devra être force de proposition sur l'application de la méthodologie envisagée pour promouvoir le réemploi de matériaux et l'utilisation de produits éco labellisés.

Par ailleurs, il devra justifier de ses propres pratiques en matière environnementale en produisant notamment :

1. Son bilan carbone dans l'exécution de ses missions (<https://base-empreinte.ademe.fr/>)
2. Un bilan relatif à la gestion responsable de l'exécution des travaux, notamment par le suivi opérationnel de la mise en application de la politique de réduction des déchets à la source et des emballages (mais aussi lorsque c'est possible le réemploi, une optimisation de l'organisation, le mode d'élimination, le tri, le mode de collecte et la valorisation).
3. Toutes autres mesures appropriées permettant de réduire son Empreinte Carbone.

En complément des contraintes relatives aux économies d'énergies directement liée au bâtiment,

le titulaire devra porter une attention toute particulière aux mesures qui permettront destinées à mieux prendre en compte le développement durable lors de la passation et l'exécution des marchés de travaux.

Il devra suggérer dans ses diverses productions :

- des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques,
- des propositions de caractéristiques environnementales des offres dans les critères d'attribution et dans les conditions d'exécution,
- des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution des marchés,
- des objectifs d'utilisation de matériaux biosourcés ou bas-carbone.

1-14. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe n°1 ainsi que ses éventuelles annexes constituées des déclarations de sous-traitance antérieures à la notification du marché dans leurs versions résultant des dernières modifications éventuelles ;
- les avenants éventuels ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot concerné (CCTP) ;

- les éventuels actes spéciaux ou actes spéciaux modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le guide, édité par l'OPPBTP, sur les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID 19 en vigueur.
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- le mémoire technique remis par le titulaire du marché, complété le cas échéant par les courriers de négociation.

ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 (chapitre 6) du CCAG PI. En particulier, le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution de son marché.

ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

4-1. Rémunération

4-1.1. Généralités

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement. Ce forfait est décomposé par tranche (une tranche ferme et une tranche optionnelle) et comprend les frais de déplacement éventuellement nécessaires, notamment pour :

- les visites sur le lieu d'exécution ;
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution ;
- les réunions éventuelles pouvant se tenir au Département immobilier d'Aix-en-Provence ;
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution en phase d'étude de programmation ;
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution en phase de commission technique pour l'analyse des candidatures et des offres ;
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution pour les jurys et éventuels entretiens de négociation avec les candidats (selon la procédure formalisée retenue).
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution en phase conception.

La rémunération tiendra également compte des dépenses liées aux mesures à mettre en œuvre au titre de la sécurité sanitaire.

4-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement. Ce montant se répartit conformément aux tranches définies à l'article 1-5 du présent marché.

4-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître de l'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant (modification du marché au sens du code de la commande publique).

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition est négociée sur la base des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiée, ainsi que des informations figurant dans les annexes de l'AE.

4-1.4. Tranches optionnelles

4-1.4.1. Délais limites de notification

Le délai limite de notification de la décision d'affermissement du RPA de la tranche optionnelle est précisé ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranches	Délai
Optionnelle 1	12 mois

4-1.4.2 Indemnité de dédit

Le présent marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

4-1.4.3 Indemnité d'attente

Le présent marché ne prévoit pas d'indemnité d'attente.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités – intérêts moratoires

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte » de chaque intervenant. Les factures sont transmises par voie dématérialisée après avoir été visées préalablement par le mandataire en cas de groupement.

A – Demande de paiement – dématérialisation :

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- **N° de marché**
- **N° SIRET de l'État : 130 005 093 00054**
- **code du service exécutant de la dépense : FACTURES_PUBLIQUES**
- **N° d'engagement juridique -EJ- qui sera transmis par le service ordonnateur à la suite de la notification du marché**

Ces modalités de transmission concernent toutes les demandes de paiement relatives au marché

(état d'acompte, solde, ...) et émanant selon les cas :

- du titulaire : cadre de facturation A1 ;
- des co-traitants (transmission à l'attention du titulaire pour « validation ») : cadre de facturation A12 ;
- des sous-traitants (transmission à l'attention du titulaire pour « validation ») : cadre de facturation A9.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

B – Modalités de transmission par Chorus PRO des demandes de paiement selon la nature de l'attributaire :

*** le titulaire est un candidat individuel, unique :**

En l'absence de sous-traitance, la demande de paiement, établie en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement, est envoyée, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

En cas de sous-traitance,

1 – le sous-traitant :

- transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du titulaire ;
- le titulaire valide, sous 15 jours, cette demande directement dans Chorus Pro ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État (①).

2 – le titulaire établit la demande de paiement global, en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement du sous-traitant et l'attestation de paiement. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

*** le titulaire est un groupement :**

1 – chaque co-traitant (ou sous-traitant) :

- transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du mandataire ;
- le mandataire valide, sous 15 jours (pour les sous-traitants), cette demande directement dans Chorus Pro, ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État (①).

2 – le mandataire établit la demande de paiement global, en fonction des modalités de décomposition et/ou répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement de chaque co-traitant ainsi que la demande de paiement et l'attestation de paiement de chaque sous-traitant. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

(①) le numéro du SIRET de l'État est 130 005 093 00054 .

C – Délai de paiement :

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro.

4-2.2. Rythme de règlements

Les dispositions des articles 11 et 12 du CCAG PI sont applicables. Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des missions définies au CCTP, fait l'objet d'acomptes et d'un solde. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission jusqu'à la remise du livrable dans la limite de 80 % du montant de la mission. Les 20 % restant seront versés après validation du livrable par le maître d'ouvrage. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le montant de chaque acompte relatif aux missions est déterminé à partir des montants figurants dans la DPGF dûment complétée par le titulaire.

4-2.3. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des montants figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG PI, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage

une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-2.4. Acomptes

4-2.4.1. Demande d'acompte

La demande de paiement d'un acompte, établie par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4. et 4-2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

4-2.4.2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire ou le mandataire du groupement, le représentant du pouvoir adjudicateur détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b) les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché ;
- c) l'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au titulaire depuis le début du marché, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste c du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- f) le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire ;
- g) l'incidence de la TVA ;
- h) le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants e, f et g ci-dessus.

4-2.5. Demande de paiement du solde et décompte général

4-2.5.1. Demande de paiement du solde

Après constatation de l'achèvement de la mission du titulaire dans les conditions prévues à l'article 7.2 ci-dessous, le titulaire adresse au RPA la demande de paiement pour solde (ou demande de paiement final) correspondant aux prestations réalisées, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

4-2.5.2. Paiement pour solde – décompte général

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

– le décompte final qui fait apparaître :

- le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le titulaire, éventuellement rectifié par le RPA ;
- les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les

pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;

- le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;
- l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 4-3 du présent CCAP, sur le poste e ci-dessus ;
- l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- l'incidence de la TVA ;

– l'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants e, f, g et h ci-dessus ;

– la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire ou au mandataire du groupement le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;

- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire ou au mandataire du groupement, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire ou au mandataire du groupement du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire ou le mandataire du groupement à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire ou le mandataire du groupement n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à l'article 43 du CCAG PI.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

4-3. Variation de prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG PI, les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles ci-après :

4-3.1. Révision des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des

prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4 du présent CCAP.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économique du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (base 2010) publié par l'INSEE à l'adresse :

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001711010>.

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

En application de l'article 10.2.3. du CCAG PI, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

En application de l'article 10.2.2 du CCAG PI qui précise que le marché prévoit la périodicité de la révision des prix, et afin de faciliter la gestion financière du marché, la révision des prix sera calculée uniquement au moment de l'établissement du décompte général.

Pour les marchés à tranches ferme et optionnelles, la révision peut intervenir au moment du règlement du solde de la tranche.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-

liquidation) ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS

5-1. Définition et point de départ

La durée du marché est fixée à l'article 3 de l'Acte d'Engagement, il court à compter de la notification du marché.

Le délai de remise des prestations de la Tranche ferme-Phase 2 – 2.2 « assistance à la sélection des candidatures du maître d'œuvre » (telles que définies à l'article 5.2.2. du CCTP) court à compter de la date de remise par le maître d'ouvrage des dossiers de candidatures.

Le délai de remise des prestations de la Tranche ferme-Phase 2 – 2.3 « assistance à l'analyse des offres et à la sélection de la maîtrise d'œuvre » (telles que définies à l'article 5.2.3 du CCTP) court à compter de la date de remise par le maître d'ouvrage des offres.

Le délai de la tranche optionnelle 1 court à compter de la réception par le titulaire de la notification de la décision d'affermissement du RPA.

5-2. Pénalités de retard

Les pénalités ne sont pas affectées par la clause de révision des prix.

Les dispositions en matière de pénalités sont les suivantes :

- Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité
- Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées
- Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG
- Par dérogation à l'article 14 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 150€

5-3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-10 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

6-1. Retenue de garantie

Sans objet.

6-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire pour l'ensemble du marché sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Elle est due sur la base du montant initial du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 5 % (ou 20 % dans le cas prévu à l'article R2191-7 du code de la commande public) du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et aux co-traitants, sauf refus de leur part.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10, sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R. 2193-3. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Les modalités de remboursement de l'avance au titulaire ou aux sous-traitants sont fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE, VÉRIFICATION ET DÉCISIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

7-1. Modalité de présentation, de vérification et de révisions relatives aux documents élaborés par le titulaire

7-1.1. Présentation des documents

En application de l'article 28.4.2 du CCAG PI, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées pour vérifications.

7-1.2. Nombre d'exemplaires

Les documents d'études seront remis par le titulaire au maître d'ouvrage en 3 exemplaires reliés et l'exemplaire complet en fichiers numériques au format « pdf ».

7-1.3. Décisions relatives aux documents d'études

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la conformité de chaque document d'études par rapport aux stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, le RPA dispose d'un délai d'un mois pour procéder

aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage de ces documents. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

A l'issue des opérations de vérification, la décision prononcera soit :

7-1.3.1 l'admission ou l'admission sous réserves

Lorsque les prestations répondent entièrement aux stipulations du marché, la décision prononce l'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 29-1 du CCAG PI, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des réserves existent mais que celles-ci ne remettent pas en cause le projet et peuvent être levées dans la suite des études, la décision d'admission est prise sous réserve.

7-1.3.2 l'admission avec réfaction

Par dérogation à l'article 29-3 du CCAG PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

7-1.3.3 L'ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 5-2. ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7-1.3.4 Le rejet

Lorsque le RPA estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché car elles appellent des réserves telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, le RPA prononce une décision motivée de rejet partiel ou total des prestations concernées qui est notifiée au titulaire.

En application de l'article 29.4.2 du CCAG PI, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour remettre les prestations modifiées.

Les pénalités pour retard prévues à l'article 5-2. Ci-dessus s'appliquent en cas de retard dans la remise des prestations modifiées.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7-1.4. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire

Sans objet.

7-2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la levée de la dernière réserve ou lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7-3. Arrêt de l'exécution des prestations

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-5. du présent CCAP.

7-4. Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 40 inclus du CCAG PI, avec les précisions suivantes :

7-4.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage, prévu à l'article 40 du CCAG PI, est fixé à 3 %.

7-4.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail ou aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 du Code du travail sur le travail dissimulé.

7-4.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Par dérogation à l'article 38.3 du CCAG PI, en cas d'arrêt des prestations au cours d'une tranche, une indemnité est versée dans les conditions de l'article 7-4.1 du présent CCAP sauf si l'arrêt intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

ARTICLE 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG PI

CCAP 1-12.	déroge à l'article	9.2 du CCAG PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG PI
CCAP 4-3	déroge à l'article	15 du CCAG PI
CCAP 5-2	déroge aux articles	14, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI
CCAP 6.	déroge à l'article	30 du CCAG PI
CCAP 7-1.3.	déroge à l'article	28.2 du CCAG PI
CCAP 7-1.3.1.	déroge à l'article	29.1 du CCAG PI
CCAP 7-1.3.2.	déroge à l'article	29.3 du CCAG PI
CCAP 7-1.3.3.	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG PI
CCAP 7-4.3.	déroge à l'article	38.3 du CCAG PI

b) Normes françaises homologuées et autres normes

Sans objet.

A _____, le

Le titulaire (cachet et signature)